

LE CAPITALISME ET SES CRISES

Vitullo Maurizio

La crise

Quatre ans après le déclenchement de la crise financière, une question reste en suspens. Sommes-nous passés à deux doigts de l'effondrement du capitalisme ou sommes-nous à deux doigts de sa destruction ? Difficile de répondre, pour l'heure, à la question. Pour certains, le coup porté est fatal. Le capitalisme est touché dans ses fondements, définitivement. Il agonise, dans un état de mort clinique. Les gesticulations du G20 et des institutions financières internationales, le FMI en tête, le maintiennent artificiellement en vie, faute d'alternative crédible et de réelle capacité d'action. L'effondrement serait donc historique, une rupture radicale de dimension 'civilisationnelle' qui emportera dans sa chute les sociétés modernes. Pour d'autres, l'optimisme reste de vigueur. Le capitalisme, au cours de son histoire, ne s'est-il pas toujours remis des périodes de crise qui émaillent cycliquement son développement ? Mieux, il en sort rajeuni et renforcé. La crise constitue une thérapie purificatrice dont les principales vertus sont de corriger les défaillances du modèle et d'éliminer les acteurs économiques inadaptés. Un grand nettoyage de printemps en quelque sorte.

Les causes explicatives de la crise divisent également les opinions. Pour la gauche anti-capitaliste, la sortie de route est inéluctable et le crash prévisible. La fin du capitalisme est inscrite dans les déviations intrinsèques de l'économie de marché dérégulé (je dis dérégulée sans oublier que la dérégulation implique toujours, en creux, une politique de régulation des logiques d'exploitation des êtres, des connaissances, des biens et des écosystèmes). En l'absence d'alternatives crédibles, les politiques sociales (au plus exactement sociales démocrates) visent pour l'essentiel, à limiter les dégâts, à retarder la barbarie, dans l'attente d'une déflagration que l'on sait inévitable. Pour la droite, libérale et conservatrice, il en va tout autrement. Le capitalisme ne souffre d'aucun manquement. Les crises sont provoquées par des impulsions externes, par toutes les mesures politiques, sociales, économiques qui cadennassent les marchés et empêchent l'autorégulation d'agir efficacement, hors contrainte. Autrement dit, les dysfonctionnements observés sont toujours imputables à la persistance de mesures de régulation mais jamais à un excès de libéralisation des marchés. « Laissez-nous entreprendre », telle était la solution préconisée béatement par le patronat belge pour sortir de la crise. La logique est facile à comprendre. Laissez-nous faire en dehors de toute contrainte et nous sauverons le capitalisme de lui-même. C'est la croyance inébranlable en la capacité auto-cicatrisante des marchés par la croissance.

Tout esprit un temps soit peu lucide perçoit intuitivement l'absurdité de la posture. Ça sent le pompier pyromane à plein nez. Et pourtant, malgré cette évidence, les mesures de relance économique avancées par les gouvernements poursuivent aveuglément la logique libérale et renforcent la dérégulation. On guérit le mal par un autre mal.

Comment en est-on arrivé là ? Le capitalisme est déconnecté depuis longtemps de l'économie réelle (et de la réalité tout court). Les acteurs économiques n'ont de compte à rendre qu'à eux-mêmes. Tout le reste, la société, la politique, l'environnement, la culture se retrouvent dans un statut de subordination et de soumission, orientés vers le désir-maître du Capital. Depuis une trentaine d'années, on assiste à une nouvelle « Grande transformation » du capitalisme. La déconnection s'est approfondie et a abouti à l'autonomisation, au sein même de la sphère économique, des activités financières et spéculatives. Ce mouvement d'autonomisation induit des comportements d'autistes et un mode de pensée autarcique. Le plus frappant est certainement l'absence de sentiment de responsabilité des initiateurs de la crise. Qu'on regarde à nouveau l'audition de Dick Fuld, big boss de Lehman Brothers, devant le Congrès américain, pour mesurer le degré de cynisme et d'irresponsabilité criminelle de l'oligarchie bancaire.

On nage en pleine schizophrénie collective. D'un côté, tout le monde s'accorde à reconnaître que les raisons qui ont provoqué la crise financière de 2007 sont directement imputables au fonctionnement des places financières. De l'autre, on prend des mesures correctrices qui aboutissent toujours, in fine, à déresponsabiliser le monde de la finance. Comme si la responsabilité est à rechercher ailleurs. Nous agissons comme si le capitalisme était « le modèle totalisant » par excellence, une puissance divine, qu'aucune instance extérieure ne peut juger ou transformer. 'On est dans le capitalisme ou on n'est pas' pourrait résumer la puissance destructrice du modèle et son incapacité à penser l'altérité.

Le système financier acculé, en 2008, dans ses derniers retranchements va déployer une double stratégie pour sortir de l'impasse. La première, dans l'urgence, aura pour objectif de personnaliser et d'individualiser les responsabilités. Ce sont les comportements et non la logique du système qui sont mis en cause. Deux personnages vont expliquer le naufrage. Un grand capitaine de la finance, Madoff et un simple matelot, Kerviel (je reviendrai tout de suite sur ces deux personnages). Ils incarneront la purge du système. La seconde stratégie est plus complexe et se déploie dans la durée (elle est à l'œuvre actuellement). Elle consiste à transférer la responsabilité de la prise de risque et du coût des réparations sur les populations et les Etat qui seront saignés à blanc. Ils épongeront les dettes douteuses et une fois affaiblis seront attaqués frontalement par les marchés financiers et les spéculateurs. Les marchés financiers se servent des citoyens comme d'un bouclier humain.

C'est la faute à Bernie et à Jérôme

Deux personnages vont cristalliser l'attention et symboliser toutes les dérives du système. Leur hyper médiatisation permettra de donner un visage à la crise mais aussi et surtout d'affaiblir la critique du système financier. Si le système a dérapé, s'il dysfonctionne, ce n'est pas dû au caractère vicié de ses fondements, mais plutôt à cause du comportement malhonnête de certains individus malintentionnés. La manœuvre est subtile et efficace. Responsabiliser le comportement de quelques uns pour mieux dédouaner tous les autres. Le premier se nomme Bernard Madoff. Il restera dans l'histoire pour son escroquerie de type 'Ponzi' estimée à plus de 65 milliards de \$. Le second s'appelle Jérôme Kerviel, trader à la Société Générale, condamné pour avoir pris, seul, des positions sur des contrats à terme à hauteur de 50 milliards € et fait perdre à la banque 4.8 milliards €. L'un est à la tête d'une des principales sociétés d'investissements de Wall Street, ancien président du Nasdaq¹. La référence dans le monde fermé de la haute finance. Il incarne le prestige, la respectabilité et la réussite. En un mot : The Top. L'autre est un employé de la Société, jeune

¹ Le NASDAQ, sigle de *National Association of Securities Dealers Automated Quotations*, est le deuxième plus important [marché d'actions](#) des [États-Unis](#) et le plus grand marché électronique d'actions du monde. Pour plus d'information www.nasdaq.com

trader aux dents longues. Il positionne tout seul, comme un grand, 50 milliards € et perd près de 5 milliards. Comme tous les autres, il joue et perd au casino de la finance où la recherche de profit, de toujours plus de profit, est la règle.

Devant cette manipulation orchestrée par les milieux financiers et portés par les mass médias, on en oublierait presque la vérité. Quand les masques tombent, les mines sont pitoyables. La crise a mis au grand jour les pratiques frauduleuses des financiers et le cynisme voire l'amoralité de leurs comportements. C'est tout le système financier qui est pourri, rongé de l'intérieur par la cupidité. Tricherie, mensonge, opacité, escroquerie, fraude et manipulations s'échangent également sur les places boursières. Les grands banquiers ont mis au point des produits financiers à l'image de leur éthique, des produits toxiques et opaques, disséminés aux quatre coins de la planète. A l'abri des regards, ils ont confectionné des produits à haut risque et à très haut rendement. Le tout titrisé et injecté sur les marchés avec effet de levier. Au final, on obtient des produits opaques constitués de créances douteuses accolées à des titres. Ce sont ces produits dits « toxiques » qui inondent les places financières et rapportent à leurs détenteurs beaucoup d'argent. Enormément d'argent, jusqu'au jour où...la confiance disparaît.

La confiance, maître-mot de la crise. Madoff a ruiné des banques et des milliers de personnes par excès de confiance. Une fois que vous étiez acceptés dans son club intime, le confident de Wall Street rémunérait à 10%. Mais lorsque la confiance s'écroule, les opérateurs économiques s'observent, figés, soupçonnant les autres d'être aussi menteurs qu'eux-mêmes. Par manque de confiance, les banques ont cessé de se prêter de l'argent. On découvre alors que, sans la confiance, la rationalité économique et les produits financiers les plus sophistiqués ne valent plus rien.

L'Etat, la responsabilité du bouc émissaire

Pendant les premiers mois, on a pu croire au retour triomphal de l'Etat. L'Etat providence, l'Etat sauveur, le garant ultime de la société se réveillait d'un long sommeil et reprenait en main la situation. On se souviendra de Didier Reynders, de Nicolas Sarkozy et de leurs sbires devenant pour un temps les fervents défenseurs de l'Etat et de la nécessaire régulation de l'économie. Ils donnaient à voir la puissance publique. La révolution était donc en marche. Oui, sauf que les gouvernements sont à la tête d'Etats privatisés depuis longtemps. Sous les apparences d'une mise au pas d'un capitalisme rapidement qualifié de sauvage, ils ont, sans contrepartie et en dehors de tout débat démocratique, sacrifié, en victimes expiatoires, les finances publics et l'avenir de leurs citoyens. Injecter dans l'économie des milliards, nationaliser temporairement des banques et finalement plonger les pays dans un endettement aujourd'hui présenté comme insurmontable. Il y a dans ce type comportement une grande continuité politique. On retrouve ici un classique des politiques libérales : privatiser l'Etat, vendre les secteurs rentables et socialiser les pertes.

On comprend pourquoi les déficits privés des institutions financières ont été quasi instantanément transformés en déficits publics. Ce sont les Etats et l'argent des contribuables qui financeront les pertes astronomiques enregistrées par les banques. Au nom de l'urgence et afin d'éviter le chaos, les Etats ont été délibérément mis en position de porter seuls la responsabilité d'un système financier devenu fou, jugé en quelque sorte irresponsable de ses méfaits. Il s'agit là d'une imposture monstrueuse. Dans la logique libérale (néo-ultra), l'Etat doit disparaître du paysage économique et social. Tant qu'il subsiste, il sera jugé coupable d'empêcher l'avènement du « grand marché » mondialisé. A lui donc d'assumer, *in fine*, les dysfonctionnements du capitalisme. A lui d'accomplir les basses besognes et, par exemple, de racheter les déchets toxiques des réacteurs boursiers.

Petite parenthèse : L'analogie entre le Krach boursier de 2007 et l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima est très instructive. Ces deux événements, apparemment étrangers l'un à l'autre, offrent certaines parentés, comme si ils traduisaient par des symptômes différents le même mal profond. Dans les deux cas, il est question d'un manque liquidité (monétaire pour les marchés et aquatique pour les réacteurs) et d'un emballement incontrôlable des processus en cours (emballage systémique). Dans les deux cas, les risques ont été totalement sous-estimés, pire ignorés ou camouflés. Les opérateurs de régulation et de contrôle ont totalement failli à leurs missions. Résultat, dans un mouvement de sauve-qui-peut, on essaye d'éteindre, vaille que vaille, la surchauffe en inondant abondamment les banques à coup des milliers de milliards d'euros ou en arrosant le cœur des réacteurs des centrales. Dans les deux cas, la toxicité qui se dégage de l'activité est mortelle et pour des décennies. De toute évidence nos sociétés productivistes et consuméristes modernes nous conduisent inexorablement dans une impasse qui nous dépasse. Les événements récents ont mis à jour les failles du système. L'idée de l'autorégulation retrouve, mais pour combien de temps, son statut de phantasmes. Les marchés livrés à eux-mêmes se transforment rapidement en champs de bataille. Trente ans après le retour des néolibéraux, le capitalisme, devenu financier, a livré une guerre totale contre le monde. Sa capacité de destruction s'est singulièrement accélérée et renforcée et met en péril la survie de l'humanité. Destruction de l'environnement et de la vie (bio-diversité), épuisement des ressources naturelles et destruction irréversible des écosystèmes (BP dans le golfe du Mexique et la central nucléaire de Fukushima), réchauffement climatiques, mise à mal du monde du travail et des conquêtes sociales, marchandisation des rapports sociaux, privatisation des services publics et des biens communs...

L'Etat livré au nationalisme et au populisme

Crise financière, crise bancaire, crise de l'économie « réelle », crise sociale, crise politique. C'est toute une machinerie sociétale qui se grippe. L'impact se fera ressentir très rapidement à l'échelle mondiale. Seul point de comparaison, dans la mémoire historique, le krach de 1929. Dès les premiers jours, analystes financiers et dirigeants politiques se veulent rassurants. Tout sera mis en œuvre pour éviter la reproduction de '29. Face aux excès du monde de la finance, on reparle alors de contrôle, de régulation et de Keynes. Les banquiers sont priés de s'expliquer et les politiques - même de droite - promettent de mettre de l'ordre et surtout de moraliser le capitalisme. Sarkozy, dans un excès d'autoritarisme et de fumisterie, fustigera les salaires des grands patrons et menacera de limiter le revenu des actionnaires. Il fallait urgemment calmer le peuple et donner l'illusion que tout était sous contrôle (voir supra).

L'analogie de '29 est terrifiante. Pas tant par l'ampleur du désastre économique qu'il suggère mais plutôt par les conséquences politiques qu'il laisse entrevoir. Car l'Histoire nous a appris que l'effondrement du capitalisme a ouvert un large boulevard aux courants réactionnaires et populistes des années '30. Les fascistes et nationalistes ont produit une critique du libéralisme, avec les conséquences apocalyptiques que l'on connaît. Sommes-nous condamnés à reproduire les mêmes dérives politiques ? Le risque est grand et chaque jours de plus en plus palpable. Le visage de l'Europe, en 2011, se radicalise. Les nationalistes et les partis d'extrême droite se profilent dans de nombreux pays européens. La Belgique et singulièrement la Flandre avec l'émergence de la NVA ne fait pas exception. A l'heure où j'écris ces lignes, la radio annonce un score historique pour le parti des « Vrais Finlandais », un parti aux relents fascistes. Quelles sont les alternatives de gauche, non productivistes, non capitalistes crédibles à l'horizon ? Aucun projet de société ne semble

émerger à gauche, ni dans les partis, ni au sein des acteurs de la société civile. Il y a pourtant urgence.

La décennie 2010-2020 risque de devenir celle d'une montée inexorable du repli identitaire et des populistes. La dégénérescence de la vie politique est manifeste dans tous les pays européens. Les droites nationalistes redeviennent ouvertement xénophobes et attirent de plus en plus d'électeurs. Avec la peur de l'incertitude et l'imposition de politique d'austérité, la crise sociale se transformera rapidement en crise politique profonde. Les mesures liberticides, les violations des droits politiques, sociaux, économiques et culturels se banalisent ou passent inaperçues. Pour preuve, l'état d'urgence décrété par le gouvernement espagnol (socialiste pour l'occasion) à l'encontre des grévistes des tours de contrôle aéroportuaires. Les travailleurs qui refusaient de reprendre le travail tombaient sous le coup de la juridiction militaire. Cette attaque digne d'un régime totalitaire contre le droit de grève n'a soulevé aucun émoi.

Petite parenthèse : La Belgique est pour l'heure relativement épargnée. L'absence de gouvernement de plein exercice nous préserve pour l'heure des mesures d'austérité budgétaire. Mais nous sommes prévenus, la crise financière coûtera une vingtaine de milliards d'euros. Qui paiera ? Les contribuables, les travailleurs, les pensionnés, les malades, les chômeurs ! Et les banques ? Et les actionnaires ? Et les riches rentiers ? Et les entreprises qui renouent avec les plantureux bénéfices ? Et l'impôt des sociétés ? Pour la droite, la crise sociale est une opportunité à saisir. Elle fragilise la société et rend difficile, voire impossible, toute forme de résistance.

Dans une société capitaliste, l'Etat tend comme tout le reste à être privatisé. Des pans entiers des services publics, surtout les plus rentables, sont soumis au marché. L'Etat réduit à ses fonctions régaliennes sera mis au service des intérêts du privé. On connaît par cœur la chanson. L'argent fait défaut. Il est impossible d'assurer le financement des services publics, des pensions, de la sécurité sociale, de l'éducation...la liste est longue. Par contre, pour financer le sauvetage du secteur bancaire, les Etats ont décaissé, en dehors de tout débat, des milliers de milliards €. (Le Président vénézuélien Hugo Chavez a résumé la situation, au sommet de Copenhague, par cette formule heureuse : « si le climat était une banque, on l'aurait sauvé ») Avait-on le choix ? Fallait-il le faire et éviter de la sorte de répéter les erreurs de la crise de '29 ? Peut-être. Mais pas à n'importe quel prix. Le monde financier a bien compris que l'argent public sera toujours le dernier rempart. Quand la bourse se crashe, quand la sortie de route est inéluctable, les financiers ont la garantie que l'argent public fera fonction de 'air bag' et les sauvera d'une mort certaine. Quelle injustice ! Le monde financier est reconnu coupable de malversation, escroquerie et tromperie et d'association de malfaiteurs. L'application de la peine, quand à elle, laisse perplexe. Par un tour et détour de passe-passe, où chacun refile la patate chaude et toxique à son voisin, c'est finalement l'Etat et donc les citoyens contribuables qui prennent 20 ans d'austérité et sont priés de rembourser des milliards d'€ pour combler les déficits. Un véritable hold-up, perpétré en toute impunité !

Vers un Etat de moins en moins démocratique

Et la démocratie dans tout ça, où en est-elle ? Elle est de plus en plus danger². Je retiendrai ici trois facteurs importants qui agissent simultanément à l'encontre de nos démocraties.

² La finance déteste rendre des comptes. Elle vomit la démocratie et se satisfait timidement d'une gouvernance économique édictée par ses propres soins (comme le célèbre code Lippens pour les entreprises ou les réforme « Bâle 3 » pour les banques).

- D'abord, la recrudescence des partis populistes qui minent la démocratie de l'intérieur et la récupération par les partis plus traditionnels de thèmes de l'extrême-droite (question identitaire, peur du migrant, invasion des demandeurs d'asile, Islam). Les migrants, demandeurs d'asile sont en premières lignes et subissent de plus en plus des mesures anti-démocratiques (enferment, discrimination, expulsion forcée...), parfois jusqu'au crime.
- Ensuite, l'apparition d'acteurs internationaux (extranationaux, extra-européennes) qui imposent des mesures non-négociables. En effet, avec l'élaboration des plans sociaux d'austérité, on a le sentiment d'être pris en otage et rançonnés par les acteurs de la finance, ceux-là mêmes qui ont provoqué la crise financière. L'ombre du FMI plane sur l'Europe. L'Islande, l'Irlande, la Grèce, la Roumanie sont déjà soumis à ses conditionnalités. Demain, le Portugal et l'Espagne pourraient suivre. Les gouvernements occidentaux craignent la mise sous tutelle du FMI. Ils connaissent parfaitement les conséquences désastreuses des PAS pour les avoir recommandés si souvent aux pays du Sud. S'endetter au près du FMI signifie priver les populations (hormis les nantis) de soins de santé, d'éducation, bref des services publics. Un autre preneur d'otage a fait son apparition, moins connu du grand public. Du moins avant la crise de 2007. Il se nomme « Agence de notation ». Avec les agences de notation, on touche à l'indécence parfaite du capitalisme. Elles évaluent les risques et notent la santé économique des acteurs. Et tout y passe, une entreprise, une région, un pays, un produit financier, un secteur d'activité, une situation politique...Elles sont quelques unes, toutes américaines, à donner des bonnes ou des mauvaises notes à l'ensemble de la planète. Leurs grilles d'analyse sont purement économiques et financières.

A la chute de la dictature de Ben Ali, la note de la Tunisie a été dégradée compte tenu des risques liés aux incertitudes politiques. Sans parler de la Grèce, de l'Irlande dont les notes se sont effondrées en quelques semaines. Même la Belgique est dans le collimateur et régulièrement menacée de voir sa note dégradée. La note des Etats-Unis pourrait être dégradée dans les semaines qui viennent. Nous sommes ici en plein cœur de la dictature des marchés. Ces agences de notation, la veille de la crise des Subprimes, attribuaient un triple A aux produits dérivés toxiques qui s'échangeaient sur les marchés, incapables de distinguer un camembert pourri d'un plat de caviar. Devant une telle incompétence, on s'attendrait à ce que les instances de régulation des marchés leur posent les scellés et les traduisent en justice. Aucune mesure sérieuse n'est été prise pour mettre fin à leur capacité de nuisance. Pas un jour ne passe sans qu'une agence ne menace de dégrader la note d'un pays et donc d'aggraver la dette souveraine du pays concerné. L'exemple grec est, à ce titre, éloquent et choquant. Les taux pour un emprunt sur deux ont atteint les 20% ! C'est ruiné le pays pour des décennies.

Qui sont ces agences de notation ? Pour qui travaillent-ils ? Comment élaborent-ils leurs systèmes de notation ? Quelle légitimité disposent-elles ? Curieusement, ces agences ne font l'objet d'aucune critique. Elles sont, quoi qu'elles fassent, inattaquables. Pourtant, ces agences, qui disposent d'un pouvoir démesuré, sont illégales, anti-démocratiques et ne jouissent d'aucune légitimité internationale. Ce sont d'obscurs organismes privés à la solde de l'oligarchie financière et incapables d'évaluer les risques réels des activités humaines. Seule une instance publique internationale pourrait remplir correctement la fonction de notation. Mais peu importe. On reprend les mêmes et on continue... à s'enfoncer avec le même aveuglement.

- Enfin la désillusion en la capacité de l'Etat de transformer véritablement les règles de l'économie de marché. Après les effets d'annonce, il est aujourd'hui évident que nous

avons été trompés. Aucune mesure de régulation sérieuse n'a vu le jour, les banques renouent avec les bénéfiques et reviennent à leurs pratiques douteuses. Les agences de notations, dans une amnésie sidérante, continuent à arbitrer et à attribuer les bons et mauvais points. La désintoxication n'a pas fonctionné. Les produits dérivés sont à nouveau échangés et la spéculation regagne de la vigueur. Bref la machine financière redémarre et laisse derrière elle des Etats exsangues. Cette situation provoque une incompréhension, un sentiment justifié d'injustice et une frustration grandissante qui s'exprimeront dans un rejet irrationnel de la Démocratie et du Politique.

La crise, une valeur refuge du capitalisme

De mémoire de capitaliste, la crise a toujours existé. Je suis né avec la crise des années 70, mes parents avec la crise de 29 et mon petit dernier avec celle de 2009. Une belle photo de famille. Elle constitue, en quelque sorte, une norme et un invariant stable de nos sociétés capitalistes. « C'est la crise ! Vous comprenez ? Nous devons tous faire un effort pour maintenir la croissance et notre niveau de vie ». La crise a ses raisons et dans une société utilitariste, elle a même son utilité.

Grâce à la crise, nous connaissons le chômage structurel et le NAIRU, cet oiseau rare et précieux qui nous permet de contenir l'inflation. En trente ans, la Belgique a doublé son PIB. En moins d'une génération, celle précisément du chômage structurel, nous avons produit deux fois plus de richesse dans un des pays les plus riches du monde. Mais alors où est la crise ? D'où vient-elle ? De quoi parle-t-on exactement ? Et de qui ? Une question revient de manière récurrente. Quel est cet état d'urgence permanent qui maintient des centaines de millions de personnes dans la pauvreté et la précarité ? Côté face : 1.300.000.000 travailleurs survivent dans la pauvreté. Un enfant meurt de faim toutes les 3 secondes. Ces personnes ne sont pas victimes de la « crise », elles sont sciemment exploitées et sacrifiées par les capitalistes à l'œuvre dans le monde. Côté pile : 95.000 personnes disposent d'un patrimoine de 13.000 milliards de \$ (1/4 de la richesse mondiale produite en 2006). Elles exploitent et sacrifient les travailleurs du monde et concentrent entre leurs mains des richesses faramineuses.

Après les Trente glorieuses, le Capital prend sa revanche sur le Travail et réinstalle l'état de crise. Pour les capitalistes, la valeur c'est l'argent. Ce n'est pas travail. Dans cette logique, le travailleur ne peut plus vivre décemment de son travail. Il survivra qu'à crédit. D'un côté le Capital concentre toujours plus d'argent, de l'autre le travail rémunère de moins en moins. Ce déséquilibre est explosif. La solution capitaliste pour en sortir est simple. Pour assurer le pouvoir d'achat et la consommation (et donc la production et donc la croissance), il suffit d'ouvrir les portes du crédit. Les riches prêtent aux pauvres qui rembourseront capital et intérêt. L'argent appelle l'argent. Le prêt à intérêt participe à la concentration automatique du Capital. Mieux encore, l'argent rapporte de l'argent. Les détenteurs de capitaux n'investissent plus dans l'économie productive (dite réelle) et dans la recherche (notamment pour une transition 'bas carbone'). Ils orientent leurs fonds vers la spéculation et investissent dans des produits financiers à haut rendement. Les spéculateurs construisent de la sorte des pyramides de créances qui enrichissent indécemment les prêteurs jusqu'au jour où l'un des créanciers fera défaut et entraînera à sa suite la chaîne de créanciers. Les financiers appellent cela la prise de risque. Tout le monde se refile le risque du défaut de paiement en espérant le revendre avant l'effondrement final. C'est exactement ce type de montage scabreux, orchestré iniquement par les grands banquiers, qui a plongé des millions de travailleurs dans l'endettement hypothécaire et provoqué l'effondrement du système financier international.

La crise, quelles crises 3?

Nous avons appris que le capitalisme respire. A une phase d'expansion succède 'naturellement' une phase de contraction. Ce sont les crises structurelles, parfaitement prévisibles et maîtrisées au sein des cycles économiques. Un signe de bonne santé. Il arrive également que l'expansion est telle que l'éclatement est inéluctable. On parle alors de bulles spéculatives dont l'effondrement entraîne, selon la taille de la bulle, des pans entiers de l'économie. En 2001, la bulle internet explose. Très rapidement, les fonds quittent la nouvelle économie et investissent l'immobilier. Les meubles sont sauvés pour quelques années... En 2007, l'immobilier se désintègre et la déflagration spéculative est d'une ampleur et d'une puissance inégalée. C'est un Big Bang financier. L'onde de choc va se propager à l'ensemble de la sphère financière et atteindre l'économie productive. 2007, crise des prêts hypothécaires, les *subprimes*. 2008, crise de confiance entre les banques et paralysie des prêts interbancaires. 2009, injections massives de liquidités des Banques centrales et des Etats pour réanimer les marchés financiers. 2010, explosion des déficits publics et spirale de l'endettement. 2011, crise de la zone euro, mise en place de plans d'austérité.

La crise, mais quelles crises ? Le capitalisme est devenu hégémonique sur le plan mondial. La mondialisation libérale non régulée n'a pas engendré une mais une multitude de crises. Et ces crises sont toutes globales, interconnectées et systémiques. Le capitalisme financier diffuse ses métastases. Le mal est profond. Peut-être incurable. Le capitalisme financier a accéléré la destruction de la société. Nos modes de consommation et de production sont sous l'emprise directe des exigences de rendement des spéculateurs financiers. Toutes les sphères d'activités humaines sont touchées. Crise financière, crise bancaire, crise monétaire, crise économique, crise sociale, crise politique, crise du travail, crise environnementale (climat et biodiversité), crise énergétique (on commémore ces jours-ci le premier anniversaire de l'explosion de la plateforme de BP dans le Golfe du Mexique. Une catastrophe écologique aux conséquences incalculables. On commémore également les 25 ans de l'explosion de Tchernobyl...), crise alimentaire (en 2008, les fonds spéculatifs, à la recherche de placements sûrs, se rabattent sur les matières premières et les denrées alimentaires. Ce mouvement financier provoquera une hausse du prix et débouchera sur des émeutes populaires très violentes), crise des dettes souveraines...

Chacune de ces crises méritent toute notre attention. Elles seront développées et analysées dans les différentes contributions qui forment ce recueil. Le changement climatique et la disparition de la biodiversité sont certainement les plus grands défis à relever. Ils nous imposent un changement radical dans notre rapport au monde et une remise en cause de l'idéologie de la croissance, de la concurrence et du scientisme économique. Cette bifurcation, nous pourrions la négocier pacifiquement en inventant un nouveau 'socialisme écologique'. Un socialisme non-productiviste orienté vers la croissance sociale et le bien-être des écosystèmes (les humains, les plantes, les animaux, les paysages, l'air, l'eau...).

■

³ Titre d'un excellent ouvrage de Damien Millet et Eric Toussaint. A lire absolument.